

Sport français, « si rien n'est fait, on va droit à la catastrophe » estime Denis Masseglia

[Publié le 4 novembre 2020 / Mis à jour le 4 novembre 2020](#) [David Savary](#)

Auditionné mercredi 4 novembre par la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat, Denis Masseglia, président du CNOSF, a pointé une nouvelle fois « le manque de considération » du sport français par la nation et le gouvernement.



Denis Masseglia lors de son audience au Sénat mercredi 4 novembre 2020.

Après l'annonce à Lima en septembre 2017 de l'attribution des Jeux Olympiques à Paris en 2024, Denis Masseglia à la tête du CNOSF (Comité national olympique et sportif français) était convaincu que la place du sport dans l'organisation de la société française allait changer. « Nous pouvions nous attendre à un nouvel élan, une nouvelle impulsion, cela n'a pas été du tout le cas » a-t-il déclaré dans une introduction lors de son audition au Sénat. Pire, avec la crise liée au coronavirus, [le sport n'apparaît pas du tout comme une priorité pour la nation](#).

Le 26 octobre dernier, dans une [lettre ouverte](#) adressée au président de la République

Emmanuel Macron, le CNOSF et 95 fédérations affiliées ont lancé un véritable cri de détresse tout en dénonçant une « stigmatisation aussi violente qu'infondée » du sport français. Un secteur d'activité qui représente environ « 2% du PIB » du pays. « Le ministère des Sports dispose d'un budget de 830 millions d'euros pour un apport évalué entre 10 et 12 milliards d'euros » a indiqué devant les sénateurs Denis Masseglia curieux de savoir ce qu'il en est de la culture dont le ministère dispose d'un budget de 2 milliards d'euros. « Ce n'est pas possible (...). Le sport doit être aidé à la hauteur de ce qu'il apporte à la nation » a insisté le président du CNOSF.

On court moins vite aujourd'hui qu'il y a 50 ans

Lors de son intervention, Denis Masseglia a milité pour une pratique accrue du sport à l'école, au moins 30 minutes par jour. L'activité physique étant un facteur de lien social, d'éducation, d'ouverture aux autres mais également nécessaire dans la prévention des risques sanitaires. Le dirigeant a d'ailleurs dressé le constat que les jeunes aujourd'hui possèdent une capacité physique inférieure à celle de leurs aînés. « Savez-vous qu'ils mettent en moyenne entre 30 secondes et une minute de plus pour courir 1 kilomètre par rapport il y a 50 ans ». Tout cela est lié à une insuffisance d'activité physique. « Se confronter aux autres, aller jusqu'au bout de soi est extrêmement fondateur, a rappelé Denis Masseglia conscient que « si on ne fait pas du sport une priorité nationale, on va droit à la catastrophe ». Et de dire que « dans 20, 30 ou 40 ans, on se prépare à une crise sanitaire qui ne sera rien à côté de celle que l'on vit actuellement ». Pour le président du CNOSF, « l'inactivité physique va inévitablement se traduire par une augmentation des maladies cardio-vasculaires ». L'Union Européenne a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme sur la question.

En grand danger, déconsidéré, peu soutenu par son ministère de tutelle, le sport français ne va pas pour autant baisser les bras. « Nous n'allons pas porter des gilets jaunes, descendre dans la rue avec des pancartes, ce n'est pas dans notre culture. Nous sommes des légalistes » a précisé Denis Masseglia lors de son audience au Sénat. Mais le dirigeant demeure battant et vigilant. Il ne tolérera pas que « le manque de considération pour le sport français se transforme en du mépris ».